

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50 F

MERCREDI 10 NOVEMBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50 F

EDITORIAL

GUADELOUPE:

Soutenons la lutte des travailleurs de la C.C.I.

La grève des employés de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) continue au Raizet. Depuis le 25 octobre, en effet, les travailleurs, qui n'ont rien obtenu de la part de la direction, poursuivent leur mouvement avec détermination. Leurs revendications, rappelons-le, sont les suivantes : amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité, levée de la sanction infligée à un travailleur pour "refus de travail", 20% d'augmentation.

La direction en place jusqu'au 9 novembre prétend n'être pas compétente pour régler le conflit. Le président de la CCI, Rivier, affirme en effet que ce n'est que la nouvelle direction qui pourra négocier avec les grévistes.

Cet argument est plus que léger, et l'attitude du patronat vise en fait à laisser "pourrir la grève". On pense ainsi que les travailleurs seront gagnés par le découragement, et que par ailleurs "l'opinion publique" se retournera contre eux, de telle sorte qu'ils se voient obligés de reprendre le travail les mains vides.

Il est vrai que la grève a des conséquences spectaculaires à l'aéroport, qui est envahi par les débris, du fait de l'absence du personnel d'entretien. "France-Antilles" en profite pour faire passer des articles provenant de "lecteurs indignés" qui parlent de sabotage des activités touristiques. De même, les compagnies aériennes ont envoyé un télégramme au préfet afin qu'il règle le conflit "au plus vite".

Toutes ces pressions ont pour but d'isoler les grévistes et de favoriser une éventuelle répression. Il semble que le patronat ne tienne pas à céder, de peur que le mouvement n'inspire les travailleurs d'autres secteurs.

Dans de telles conditions, on ne peut que se réjouir du fait que la grève, menée par le syndicat UGTG, ait reçu le soutien de la CGTG. Car l'unité est une des conditions essentielles de la victoire des travailleurs. Dans la période qui vient, en Guadeloupe, les travailleurs auront à se battre sur tous les fronts, et particulièrement pour maintenir leur pouvoir d'achat et leur emploi. Ils auront besoin de

suite en page 2

MARTINIQUE

L'abattoir départemental du Lamentin : Le capitalisme pue

Durant la matinée du vendredi 29 octobre, une étrange puanteur emplit les quartiers du Lamentin. Cette puanteur a provoqué chez certaines personnes des malaises et même des vomissements.

Non informée des causes de cette situation fortement désagréable, la population s'empara des rumeurs les plus fantaisistes pour tenter d'expliquer l'événement.

L'opinion, en ces moments de la Toussaint et d'obscurantisme religieux expliqua l'odeur par l'explosion d'une sépulture.

D'autres bruits, à la sauce électorale cette fois, mirent en cause des opposants

de la municipalité qui, trameraient secrètement une cabale contre GRATIENT.

Bien sûr, on ne pouvait accorder de crédit sérieux à ces ragots. En cherchant davantage on découvrit alors qu'une fumée pestilentielle provenait de l'abattoir départemental, sans doute produite par l'incinération des peaux de bêtes et autres déchets d'animaux.

La cause trouvée, il reste maintenant à savoir ce que pense faire l'administration pour éviter aux Lamentinois cette contamination périodique de leur espace avec toutes les conséquences qui peuvent en résulter sur le plan sanitaire

MARTINIQUE

LES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT AUX PATRONS : CE N'EST PAS UNE SOLUTION POUR LES TRAVAILLEURS

Les deux derniers conflits qui opposèrent les travailleurs au patronat, au MERIDIEN et à la S.M.E.T. ont mis en évidence une tactique qui illustre bien la volonté de rapine des patrons.

En effet, les patrons pour obtenir des subventions crient à la faillite et se font verser des millions par l'état. On se rappelle qu'en leur temps la SOCOMOR et les grandes entreprises de bâtiment avaient fait de même et avaient reçu de l'argent de l'Etat.

Mais le plus scandaleux de tout ça c'est l'attitude des syndicats qui consiste à venir au secours des patrons pour les sauver de la faillite en quémendant des fonds à l'Administration.

Malgré cela les travailleurs n'ont pu avoir de garantie d'emploi ; les licenciements à la SOCOMOR et dans le Bâtiment (à la S.M.E.T. et à DRAGAGE) en sont la preuve.

Voilà en réalité où mène la politique réformiste des bureaucrates syndicaux : revendiquer des capitaux, pour le patronat sous le vieux prétexte d'épargner à ceux-ci la faillite et donc d'éviter les licenciements.

Ce n'est en rien défendre les intérêts des travailleurs. C'est seulement une lutte contre le patronat et son gaspillage qui garantira les travailleurs contre les licenciements et les abus patronaux.

MARTINIQUE

Dans le Bâtiment : des profits avec le sang des ouvriers

Lundi 8 novembre, en fin de matinée, sur le chantier de la cathédrale de Fort-de-France, deux ouvriers du Bâtiment tombèrent d'une dizaine de mètres de haut.

L'échafaudage qui leur permettait de travailler avait cédé.

Les deux travailleurs, grièvement blessés, ont été transportés à l'hôpital et l'un d'eux est dans le coma à l'heure où nous écrivons.

Les patrons du Bâtiment, la presse écrite et parlée à leur solde n'ont pas manqué de dire qu'il s'agit d'un accident malheureux mais n'engageant pas la responsabilité patronale.

L'installation de dispositifs de sécurité, le respect strict des règles de sécurité sur les chantiers, les patrons refusent d'en tenir compte. Et jour après jour des travailleurs risquent leur santé et même leur vie, tandis que les profits patronaux continuent à s'accumuler.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

7^{ème} supplément au mensuel 67

CAPESTERRE

Succès de la grève des enseignants

Pour la reprise des cours au CES et au CET de Capesterre, les enseignants avaient posé comme condition: entre autres, le tracé d'une piste permettant l'évacuation rapide des élèves des deux établissements vers la plage de Roseau. Constatant que les travaux n'avaient toujours pas commencé, les enseignants, appuyés par les parents d'élèves, décidèrent de faire grève le 5 novembre, avec manifestation dans les rues de Capesterre. Le jour même la préfecture faisait savoir que les travaux allaient commencer.

Finalement, le lundi 6 novembre parents et enseignants se réunirent à nouveau pour décider de la suite de leur action, car entre-temps les travaux avaient commencé: construction non plus d'un pont, mais d'un gué. C'est-à-dire la solution la moins onéreuse possible, car dans cette affaire encore une fois il s'agit pour l'administration coloniale de dépenser le moins possible.

Cet exemple montre, encore une fois, que la mobilisation paye. Car il est sûr que c'est la manifestation de plus de 300 personnes dans les rues de Capesterre qui a obligé l'administration à faire démarrer de toute urgence les travaux.

COMMUNIQUE (Mque)

Le lundi 8 novembre 76 s'est tenu un meeting de protestation à l'appel des syndicats CGTM, CSTM, CFDT, FEN et avec la participation de l'ALEFTE au théâtre municipal. Les participants au meeting, 300 à 400 personnes, réclament la réintégration immédiate de Jean HERIN, la reconnaissance du droit syndical à FR3, la liberté d'expression pour tous les courants d'opinion à la radio et à la télévision. L'expulsion pure et simple de Suhas.

Un comité de soutien va être créé.

TROIS-ILETS

LE TEMPS DES PROMESSES

Le France-Antilles du 2 novembre publie un long article sur la commune des Trois-Ilets, qui vante les réalisations présentes, passées et à venir, de son maire (DR, RIVETTI).

Parmi les magnifiques projets du maire, signalons un CES provisoire qui doit être mis en service au mois de janvier 1977.

Voilà qui est pour le moins fort suspect! Pourquoi ce CES n'est-il que provisoire? Et pourquoi ouvrira-t-il en janvier alors qu'il est absolument aberrant de faire entrer les élèves en classe au beau milieu de l'année scolaire?

Quels postes d'enseignants seront créés à cet effet?

La réponse à ces questions tient en quelques mots: les élections municipales de mars 1977.

Bien sûr, la ficelle est un peu grosse, mais RIVETTI, épaulé par son agent électoral France-Antilles, n'en est pas à une promesse près pour conserver son poste!

"PLAN ORSEC":

OÙ SONT LES CASES?

La dernière née des promesses de la préfecture, était la construction de petites cases en bois dans certaines communes d'accueil. Ces cases seraient destinées à accueillir les réfugiés.

Mais voilà, il faudra certainement attendre longtemps pour voir ces cases. Car dans certaines communes, notamment à Goyave, le terrain réclamé par la préfecture est prêt. Les travaux, par contre, n'ont toujours pas commencé. Faudra-t-il que les réfugiés descendent dans la rue pour exiger le début des travaux? L'exemple des parents et enseignants de Capesterre semble le prouver.

CHINE

Un "développement" sur le dos des travailleurs.

En Chine, la campagne déchaînée contre le "gang des quatre" bat son plein. Les arguments les plus divers sont employés pour discréditer la veuve de Mao et ses partisans: le niveau des attaques est récemment descendu au-dessous de la ceinture, puisqu'ils se voient accusés de pornographie, pour s'être fait, paraît-il, envoyer des films et des ouvrages "spécialisés". Il n'est pas jusqu'au vieux poète Kuo Mo-jo qui n'y soit allé de sa plume, traitant Chang C-un-chiao de "voyou politique et littéraire" et Chiang Ching de "sorcière au squelette blanchi". Les règlements de comptes, en Chine, qu'ils soient le fait de la "gauche" ou de la "droite", sont décidément dans la plus pure tradition stalinienne.

Quoi qu'il en soit, il semble que la nouvelle équipe de Hua Kuo-feng ait pris la situation en main. On constate que le nouveau premier ministre, Li Hsien-nien, ainsi que Yeh Chien-ying, ministre de la défense, étaient des proches de Chou En-laï. On les présente généralement comme voulant accorder la priorité au développement économique. Cette tendance semble se confirmer avec l'invitation aux capitalistes français à développer les échanges et les investissements. Les dirigeants chinois ont affirmé vouloir faire de la Chine une des premières puissances industrielles du monde avant la fin du siècle. De toute manière, il ne faut pas s'attendre à une large ouverture des frontières de la Chine aux capitaux étrangers: ce serait renoncer à une indépendance chèrement acquise.

En tous cas, les travailleurs chinois sont prévenus de ce qui les attend: ce n'est qu'en les surexploitant que la direction petite-bourgeoise à la tête de l'Etat palliera un tant soit peu l'absence de capitaux. Tout cela pour tenter de reconstruire des richesses volées à la Chine et aux autres pays du Tiers-Monde par les impérialistes occidentaux! Aider les travailleurs de ces pays à renverser leur bourgeoisie serait sans doute un moyen plus rapide de récupérer ces richesses: mais une telle politique ne peut être menée que par un état ouvrier, et non par les nationalistes petits-bourgeois qui gouvernent la Chine depuis 27 ans.

EDITORIAL

(suite)

toutes leurs forces, face à un patronat décidé à leur faire payer la crise dont l'administration coloniale, au service des capitalistes, est la seule responsable.

Le prétexte du tourisme, ou des "intérêts généraux de l'économie de la Guadeloupe" après la crise de la Soufrière, n'a pas fini d'être invoqué pour tenter d'empêcher les travailleurs de réclamer leur dû. Ces gens-là voudraient sans doute, non seulement que les travailleurs se taisent au sujet de la masse salariale perdue, mais encore qu'ils acceptent la dégradation de leur pouvoir d'achat, et travaillent sans rechigner pour renflouer les caisses des patrons pour "remettre sur pied l'économie guadeloupéenne".

Les patrons, tôt ou tard, trouveront le moyen de se faire indemniser. Mais pour la classe ouvrière, la seule voie est celle empruntée par les travailleurs de la CCI: la lutte. Et le meilleur soutien qu'on puisse leur apporter est d'engager la lutte dans les autres secteurs.

SOWETO

DES FLICS BLANCS CONTRE LA JEUNESSE NOIRE

Une fois de plus, les forces de répression sud-africaines sont intervenues contre les noirs de Soweto. Cette fois encore ce sont les étudiants qui sont visés. Quadrillage des lieux d'études, interpellation et arrestation systématique de tous les étudiants qui n'étaient point en mesure d'exhiber leurs papiers, telles sont les nouvelles mesures d'intimidation mises en application par l'Etat raciste sud-africain.

Aux yeux des dirigeants blancs coloniaux de l'Afrique du Sud le crime des étudiants de Soweto c'est d'être noirs dans un pays dominé par des nostalgiques du nazisme hitlérien.

Et tou l'arsenal répressif auquel se heurtent en ce moment nos frères noirs d'Afrique du Sud c'est en fait l'expression de la peur qu'ils inspirent au régime de Vorster. Car les noirs de Soweto et du reste du pays sont entrés en lutte pour ne plus être esclaves dans leur propre pays.

Ce ne sont pas seulement les écoliers ou les étudiants, ce sont toutes les couches de la population oïre qui sont sur le point de se mettre en branle afin de balayer le système pourri de l'apartheid.

Les jours de la bourgeoisie colonialiste sud-africaine sont désormais comptés. Et elle le sait bien. Elle sait, tout comme ses alliés occidentaux savent, que ce à quoi ils doivent faire face c'est une puissante révolte des noirs visant à mettre fin à l'oppression raciale et nationale. Et contre cette vague de fond libératrice, l'Etat sud-africain ne peut qu'essayer de prolonger au maximum son "dernier quart d'heure" en utilisant à fond l'arme de la répression. Le peuple sud-africain n'est donc pas au bout de ses souffrances, mais l'avenir lui appartient. Il vaincra.